



TOURISME

Promouvoir la destination Congo



Lydie Pongault aux côtés d'Edith Itoua, ambassadrice du Congo en Allemagne, Dieter Janecek et de l'intellectuel congolais André Patient Bokiba/Dr Mictal

Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, en marge du Salon international du tourisme ITB Berlin en Allemagne, la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, a évoqué la nécessité de promouvoir la destination Congo en vue de soutenir l'économie nationale. « Je suis venue à Madrid comme à Berlin avec les grands opérateurs touristiques du Congo qui sont nos partenaires et je dois dire que le résultat est très positif. Les visiteurs se disent rassurés par la présence de l'Etat au côté des tours opérateurs, des grands parcs nationaux et des hôtels, qui montre le véritable engagement de la nation dans ce domaine », a-t-elle déclaré.

Page 8-9

SERVICES PUBLICS

Vers la digitalisation de l'état civil

Le comité de pilotage du Projet d'accélération de la transformation numérique a tenu une session, le 14 mars, à Brazzaville au cours de laquelle il a défini ses priorités parmi lesquelles la digitalisation des services d'état civil et d'identification, la formation de 1200 jeunes, l'appui à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information, la connexion des universités Marien-Ngouabi et Denis-Sassou-N'Guesso. S'agissant du budget exercice 2025 du projet, il a été adopté à plus de 21 milliards de francs CFA.

Page 2



Les membres du comité de pilotage à l'ouverture de la réunion/Adiac

INVESTISSEMENT

Des Emiratis veulent investir au Congo



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec la délégation des Emirats arabes unis/DR

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a échangé à Oyo, dans le département de la Cuvette, avec une délégation des Emirats arabes unis venue pour explorer les opportunités d'investissement en République du Congo.

Conduite par le ministre d'Etat, Sheikh Shakhboot Nahyan Al Nahyan, cette délégation était porteuse d'un message du chef de l'Etat émirati, son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, à son homologue congolais.

Page 3

CNTR

Le budget 2025 fixé à plus de deux milliards FCFA

La Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques a adopté son budget de l'année en cours à la somme de 2 452 944 421 francs CFA contre 2 735 234 092 francs CFA en 2024. Elle a également approuvé son programme d'activités et son plan stratégique 2025-2029.

Page 5

Éditorial

Hautes fonctions

Page 2

ÉDITORIAL

Hautes fonctions

De nos mères, épouses, filles, sœurs, cousines, nièces et collègues, un des messages forts entendus le 8 mars était lié aux postes à occuper. Au sein de l'administration publique, comme dans le secteur privé, profitant de la journée qui leur est dédiée, les femmes du Congo ont réclamé cette reconnaissance sans renier les progrès accomplis dans ce domaine au fil des ans.

À Djambala, le chef-lieu du département des Plateaux transformé en pôle d'attraction de la journée féminine cette année, l'appel à responsabiliser la femme dans tous les corps de métiers et dans toutes les institutions de la République a reçu le meilleur écho. À la vérité, si elles ne sont pas plus nombreuses à la tête de telle ou telle structure, la raison ne se trouve pas dans une quelconque volonté de les discriminer.

La société étant elle-même tributaire de son fonctionnement, il est des évolutions qui sont irréductibles car même si elles prennent du temps à s'affirmer, l'essentiel est que la dynamique de leur enchaînement ne s'interrompe pas. Telle est la situation de la femme congolaise en matière d'occupation des fonctions étatiques. Le départ s'est avéré timide mais il est indéniable de constater au quotidien comment elle prend la juste place qui lui revient partout où elle est sollicitée.

Et au vu des nombreux postes qu'elle occupe au gouvernement, au Parlement, à l'université, dans les médias, à l'hôpital, dans la force publique, dans les unités de production ou dans les instances sportives, nul ne peut nier que la femme congolaise s'est incontestablement imposée avec le temps. N'oublions pas aussi son rôle capital dans l'équilibre de la société en tant que mère, et partant de la place qu'elle occupe dans bien d'autres sphères. On pense à la femme paysanne, attachée à perpétuer le lien avec la vie première ; la femme commerçante, à la persévérance indépassable.

Dans les postures qu'elles tiennent, les femmes nous apprennent qu'elles sont incontournables. Qui dit le contraire ?

Les Dépêches de Brazzaville

PATN

Le budget exercice 2025 arrêté à plus de 21 milliards de F CFA

Le budget annuel et le plan d'action du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) ont été adoptés le 14 mars, à Brazzaville, à l'issue des travaux de la quatrième session ordinaire du comité de pilotage. Parmi les activités prioritaires figurent les projets de connexion des universités Marien-Ngouabi et Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé, ainsi que la digitalisation de l'état civil et de l'identification.

L'unité de coordination du PATN devra également s'atteler, cette année, à assurer la digitalisation de l'état civil et de l'identification, la formation de 1 200 jeunes dans le domaine numérique, la connexion de certains ministères et l'appui à l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information qui constituent les priorités du gouvernement. « Ce budget 2025 a la particularité de reconduire les activités de l'année précédente. Nous avons donc maintenu toutes les activités de 2024 qui avaient commencé mais n'étaient pas clôturées. Il y a également des activités réinscrites, celles qui ont été finalisées mais dont les paiements n'ont pas pu être effectués dans les délais, ainsi que certaines activités qui n'ont pas connu de démarrage », a indiqué le coordonnateur national du PATN, Patrick Valéry Alakoua.

En tant qu'organe délibérant du PATN, le comité de pilotage est chargé d'approuver le budget et le programme de travail pour l'année, ainsi que les comptes et les rapports d'audit. Les travaux de cette réunion présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Sylvain



Les membres du comité de pilotage à l'ouverture de la réunion Adiac

Lekaka, ont permis d'évaluer la mise en œuvre des activités du projet jusqu'au 31 décembre 2024. À l'ouverture de la rencontre, le président du comité de pilotage a invité l'équipe de coordination du PATN à tout mettre en œuvre pour corriger les insuffisances constatées durant l'exercice précédent.

Rappelons que le PATN est un projet conjoint du gouvernement congolais et de la Banque mondiale. Financé à hauteur de 100 millions de dollars, soit environ 70 milliards de F CFA, pour une durée de cinq ans, il est dédié au

secteur du numérique. Le PATN vise à accroître l'accès de la population mal desservie à l'internet haut débit et à améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés. Celui-ci comprend cinq composantes : renforcer le cadre favorable à l'accélération numérique ; développer la connectivité numérique haut débit et l'inclusion numérique ; améliorer la prestation et l'accès aux services numériques centrés sur les personnes ; gérer le projet ; et assurer une gestion d'urgence conditionnelle.

Fiacre Kombo

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COOPÉRATION

Les Émirats arabes unis souhaitent investir dans divers domaines

En séjour de travail à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience le 13 mars une forte délégation de l'Etat des Émirats arabes unis venue explorer des opportunités d'investir en terre congolaise.

La délégation a été conduite par le ministre d'Etat, Sheikh Shakhboot Nahyan Al Nahyan, porteur d'un message du président des Émirats arabes unis, son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, à son homologue Denis Sassou N'Guesso. Le message a trait au renforcement des liens d'amitié et de coopération qui existent entre le Congo et les Émirats arabes unis.

De sources diplomatiques des Emirats arabes unis, la rencontre s'est inscrite aussi dans le cadre de l'exploration des opportunités d'investir en République du Congo dans les domaines de l'industrie, des mines, des nouvelles technologies des ports et de la logistique.



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec la délégation des Emirats arabes unis./DR

Les relations d'amitié et de coopération entre le Congo et l'Etat des Emirats arabes unis se consolident davantage. Rappelons qu'en octobre 2021,

lors de sa visite de travail à Abou Dabbi, capitale des Émirats arabes unis, le chef de l'Etat congolais avait eu des entretiens avec des hommes poli-

tiques et d'affaires de ce pays, au nombre desquels les responsables de National holding compagny qui exerce dans le secteur minier.

La dernière visite de travail du président Denis Sassou N'Guesso remonte à février 2024. Dans l'optique de renforcer davantage les relations diplomatiques entre les deux pays, il a signé l'année dernière le décret n°2024-281 du 17 avril 2024 portant ouverture de l'ambassade de la République du Congo aux Emirats arabes unis. Pays producteur de pétrole, les Émirats arabes unis disposent actuellement de près de 6% des réserves prouvées dans le monde.

Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, il est le 7^e plus grand producteur de pétrole brut et d'autres hydrocarbures liquides au niveau mondial.

Yvette Reine Boro

LE FAIT DU JOUR

Gabon : sauf surprise

À quelques semaines de la tenue de l'élection présidentielle, le 12 avril, au Gabon, il est de bon ton de concéder que sur le papier tous les candidats retenus partent à chance égale. Mais l'on se demande si en dernier ressort, l'artisan du processus en cours n'en récoltera pas les ultimes bénéficiaires.

Brice Clotaire Oligui Nguema, président sortant de la transition ; Alain-Claude Bilie-By-Nze, ancien Premier ministre ; Joseph Lapensée Essingone, juriste ; et Stéphane Germain Iloko Bousseguui, médecin, tous flanqués de deux prénoms, parfois aussi de deux noms, sont les quatre hommes à l'affiche. Relativement jeunes, ils vont tenter de séduire leurs compatriotes au cours de la campagne électorale qui s'ouvre le 29 mars.

Quand bien même tous les quatre ont leurs chances dans cette épreuve, le chef de l'Etat de tran-

sition peut posséder une aura de sympathie auprès de l'électorat gabonais. Non seulement il a conduit ses dix-huit mois de pouvoir de bout en bout sans discontinuer mais en face, l'ex-Premier ministre d'Ali Bongo Ondimba de janvier à août 2023, Alain-Claude Bilie-By-Nze, ne portera pas seul l'étendard de l'opposition.

Oligui n'a pas créé un parti mais il entend mettre à profit cette période de recomposition de l'aréopage politique de son pays pour attirer à lui les hommes et les femmes convaincus par l'originalité du « Mouvement des bâtisseurs », la plateforme qui soutient sa marche au pas de charge vers le Palais du bord de mer de Libreville. Locataire transitoire, il voudrait cette fois y séjourner un peu plus longtemps.

S'agissant de l'opposition, Bilie-By-Nze et Iloko Bousseguui qui étaient sur le point d'en incarner les aspirations n'ont pas pu s'ac-

corder sur une candidature unique du groupement Ensemble pour le Gabon que dirige l'ancien Premier ministre. Par ailleurs, le bannissement pour trois ans de l'ex-parti unique, le Parti démocratique gabonais, a dû couper l'herbe sous le pied des personnalités les plus en vue de l'époque.

La dispersion des voix de ce qu'il reste de l'opposition pourrait donc jouer en faveur du camp adverse et pour le cas d'espèce, celui des « Bâtisseurs ». Son meneur, Brice Clotaire Oligui Nguema, bat désormais le rappel des forces vives de la nation implorant « la jeunesse, les syndicats, les partis politiques, les associations, les intellectuels » à accompagner son engagement d'aller de l'avant.

Alors que le dialogue national organisé du 8 au 25 avril 2024 à Libreville préconisait une transition étalée sur cinq ans pour des élections organisées en 2027-2028, la

convocation des électeurs plus tôt que prévu participe de la volonté des autorités en place d'éloigner le spectre de l'incertitude. Un pouvoir d'exception qui s'éternise peut devenir une source de contentieux inextricables entre ses principaux acteurs. De ce fait, « précipiter » le calendrier permet un retour rapide à l'ordre constitutionnel, quitte à ce que chacun s'y conforme sans faux-fuyant.

Le soir du 12 avril, peut-être le lendemain, ou dans tous les cas au bout du processus électoral, les enfants du pays auront fait le choix de l'homme parmi les quatre concurrents qui incarnera le mieux à leurs yeux leur désir de bâtir le Gabon dans la cohésion et l'unité. Loin de nous l'idée d'avancer que les jeux semblent faits pour le candidat le plus en vue à même de s'installer aux affaires pour les sept prochaines années.

Gankama N'Siah

ENTREPRENEURIAT

Le programme «Genius» soutient 1000 femmes cheffes d'entreprise

Initié par la chambre nationale des femmes cheffes d'entreprises et entrepreneures du Congo, le programme «Genius», lancé le 13 mars à Brazzaville, va appuyer techniquement et financièrement 1000 femmes entrepreneures et startuppeuses identifiées dans cinq localités du Congo.

Le programme «Genius» a été lancé par la ministre des Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, en présence de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement au Congo, Adama-Dian Barry.

Il est un incubateur et un accélérateur d'entreprises dédié à appuyer les femmes entrepreneures, artisanes, commerçantes, startuppeuses et agricultrices du Congo. Le projet a pour objectif de renforcer l'autonomisation économique des femmes, en leur offrant un appui structuré, des formations spécifiques et un accès aux outils finan-

ciers et aux marchés. Pour cette première phase, 1000 femmes entrepreneures sont sélectionnées dans cinq localités du Congo : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Oyo et Ouesso. Ces cheffes d'entreprise vont bénéficier d'un accompagnement technique et financier continu du projet, qui leur permettra de renforcer leurs entreprises. Le «Genius», financé par Ecobank, offrira aussi à ces startuppeuses des formations pratiques pour renforcer leurs compétences, un mentorat personnalisé en vue de les guider à chaque étape ainsi qu'un accès aux financements et aux opportunités de marché.



La ministre Jacqueline Lydia Mikolo, Adama-Dian Barry et des femmes cheffes d'entreprise/Adiac

Le projet sera mis en œuvre dans le cadre du programme Ellever initié par Ecobank pour donner une réponse concrète aux problèmes de financement auxquels les entrepreneures sont confrontées. Il

visera à leur offrir un partenariat complet afin de leur permettre d'accéder à des services financiers adaptés ainsi qu'à une éducation financière adéquate, selon Flavie Lombo, ambassadrice dudit programme.

S'exprimant à cet effet, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a salué l'initiative qui, selon elle, permettra de renforcer l'autonomisation de la femme, conformément à la vision du gouvernement.

Firmin Oyé

Thione Niang fait rêver des jeunes congolais

L'entrepreneur social, conférencier international et agriculteur fermier sénégalais, Thione Niang, qui a animé le 13 mars à Brazzaville une master class sur le thème « Un jeune, une entreprise », a assuré la jeunesse congolaise qu'elle était non seulement l'avenir mais aussi un vecteur du changement tant attendu par le continent africain.

Organisée par le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la master class a rassemblé de nombreux jeunes entrepreneurs, élèves et étudiants. Une occasion pour le fondateur de l'exploitation agricole JeufZone de conscientiser les jeunes entrepreneurs. « Devant la jeunesse congolaise, le message était que nous sommes le changement qu'on veut voir dans nos pays et dans notre continent. La jeunesse a le pouvoir de changer ce continent, nous ne devons pas attendre pour pouvoir changer les choses. Chacun de nous là où il se trouve peut créer quelque chose, peut trouver des solutions par rapport à ces multiples problèmes qu'on a dans ce continent », a expliqué Thione Niang.

Selon cet ardent défenseur de la jeunesse, partout où il y a des problèmes, il y a des solutions et des opportunités de business. Au regard des estimations sur l'augmentation de la population africaine à l'orée de 2030, la jeunesse du continent devrait se préparer d'autant plus que des besoins en nourriture vont se poser avec acuité. « Donc, ce sera une opportunité pour l'agriculture, l'agro-business dans toutes ses

chaînes de valeurs parce que nous sommes un continent très riche, mais pauvre en même temps. Nous devons nourrir cette population, la jeunesse doit saisir cette opportunité dans l'agriculture. Nous devons éduquer cette population, c'est un grand chantier, notre plus grande ressource, c'est l'être humain, c'est la jeunesse africaine », a-t-il insisté.

Le conférencier a, par ailleurs, souligné la nécessité d'investir dans la formation des jeunes. Il s'agira non seulement, a-t-il expliqué, d'offrir des formations classiques pour des diplômés qui ne servent à rien, mais des formations professionnelles en sciences et technologie. « Je demande à ces jeunes de se former dans les métiers de l'avenir tels que les sciences et la technologie, la menuiserie, la maçonnerie, bref toutes les filières permettant de construire nos routes, nos écoles, nos hôpitaux. Nous devons révolutionner l'éducation, former les jeunes pour répondre aux questions qui nous attendent, pas seulement pour le Congo, mais pour tout le continent. Il y a trop d'opportunités dans ce continent, mais il faut motiver cette jeunesse, lui donner la force afin de créer des champions parmi elle. Sans champion, sans modèle de nos



Une vue des participants/DR

propres jeunes, on ne pourra pas créer l'Afrique digne, une Afrique libre qu'on veut, à partir du Congo on peut le faire », a conclu Thione Niang, remerciant le ministère en charge des PME et le Pnud pour l'avoir invité à cette rencontre.

Relancer les vendredis de l'entreprise

Ces moments d'échange, de partage d'expériences et de réseautage ont, entre autres, inspiré et outillé les participants à cultiver l'esprit entrepreneurial. Une master class qui a prôné l'auto-emploi, la création des micro, petites et moyennes entreprises pour favoriser la stabilité sociale et la transformation économique du Congo. « En tant que jeunes, nous avons aujourd'hui une grâce, une opportunité ex-

ceptionnelle, depuis notre chambre, avec un smartphone, nous pouvons exposer nos talents à travers le monde entier. Ce qui n'est plus le cas avec les médias traditionnels. Du coup, les jeunes, au lieu de se croller sur les écrans, l'idéal serait de déterminer ce qui est véritablement notre passion, ce pourquoi on veut servir le monde, de consacrer ne fût-ce qu'une heure par jour et au bout de six mois, nous serons des experts », a expliqué Prince Bandouna, un des participants. Participante également à cette master class, Christie Anduz-Dana, elle aussi, exprimé ses sentiments : « Ce qui m'a vraiment plus motivée de ce que M. Thione a dit, c'est d'abord la lecture. Il est important pour nous de lire, de se former et de

faire des recherches ainsi que de chercher des mentors. C'est vrai, l'échec est réel, mais nous devons être beaucoup plus résilients ».

La ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, de son côté, a remercié les jeunes entrepreneurs qui ont répondu présent à cet appel à travers les réseaux sociaux. Quant au conférencier Thione Niang, elle espère le revoir encore à Brazzaville pour animer de telles initiatives. Elle a aussi traduit sa reconnaissance à l'endroit du Pnud qui a financé l'organisation de cette rencontre. « Dans cette même salle, nous tenions les vendredis de l'entreprise, mais faute de financement nous avons dû arrêter. Nous allons reprendre les vendredis de l'entreprise dans le même format. Nous comptons sur votre participation, une occasion pour nous de répondre à toutes vos préoccupations, en mettant autour d'une même table les décideurs, les pouvoirs publics, les financiers, les entrepreneurs, les créateurs. Nous avons mis tout l'écosystème à votre disposition, nous vous attendons encore nombreux pour ces événements », a assuré Jacqueline Lydia Mikolo, soutenant que les Congolais sont des vrais créateurs, des vrais entrepreneurs.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES INSTITUTIONS

Le budget 2025 de la CNTR en légère baisse

Le budget de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), exercice 2025, est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 2 452 944 421 FCFA, contre de 2 735 234 092 FCFA en 2024.

Outre le budget, les membres de la CNTR, réunis du 4 au 13 mars à Brazzaville, ont adopté le programme annuel de travail budgétisé et les documents relatifs au plan stratégique 2025-2029 ainsi que le programme d'activités 2025 de l'institution. Ils ont aussi adopté neuf résolutions dont celles consistant à rendre exécutoire le budget exercice 2025 ; rendre obligatoire, lors des sessions, la présentation par le bureau des avant-projets de budgets préluade à l'examen par le groupe de travail. Il s'agira aussi de rendre exécutoire le programme annuel budgétisé 2025 ; le programme d'activités 2025. Il est également fait obligation de procéder à la création du secrétariat général de la CNTR ; de mettre en œuvre le plan stratégique 2025-2029 et le plan d'actions triennal 2025-2027 ; de rédiger le rapport annuel d'activités 2024.

Clôturant les travaux, Joseph Mana Fouafoua a indiqué que



Joseph Mana Fouafoua entouré d'Alphonse Oko et de Albert Ontsaka

l'adoption du plan stratégique 2025-2029, assorti d'un plan d'action glissant 2025-2027, faisant de la CNTR une institution en phase avec les exigences des réformes de la gestion des finances publiques en cours dans le pays. Selon le président de la CNTR, avec le basculement retenu en mode de budget programme à compter de cette année, cette institution dispose des outils nécessaires pour accompagner les pouvoirs publics à mieux intérioriser ces nouveaux concepts d'élaboration

et d'exécution budgétaire. C'est ainsi qu'il a convié les membres de son institution à une appropriation efficiente des documents adoptés.

« Par ailleurs, nous avons élaboré et adopté un plan de travail annuel budgétisé ambitieux axé sur la mise en œuvre de notre budget en mode programme pour lequel nos besoins, pour atteindre nos objectifs, sont considérables et ne pourront être réalisés avec succès qu'avec la mise en œuvre effective de la

subvention annuelle allouée par l'Etat qui jusque-là est l'unique source de financement de la CNTR », a rappelé Joseph Mana Fouafoua. Il a appelé les acteurs étatiques, partenaires techniques et financiers et toutes les autres parties prenantes à se mettre résolument aux côtés de la CNTR pour réussir le pari de la mise en œuvre de ce plan stratégique.

En effet, la CNTR se veut être une institution avant-gardiste dans la mise en œuvre des ré-

formes des finances publiques en République du Congo. Pour ce faire, Joseph Mana Fouafoua appelle les agents de l'Etat à collaborer aux études et enquêtes lancées par la CNTR dans les administrations publiques ou paraétatiques. « Nous disons que la transparence, la responsabilité et la redevabilité dont notre institution fait la promotion, doit rassurer nos concitoyens et contraindre les responsables publics à l'exemplarité. Au-delà de la contrainte que constituent ces notions, elles doivent être prises comme un gage de probité des décideurs à l'égard des citoyens devant la chose publique. Cette question devrait nous rappeler, nous, membres de la CNTR, au serment professionnel que nous avons prêté individuellement devant la Cour d'appel de Brazzaville », a conclu le président de la CNTR.

Parfait Wilfried Douniama

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires
d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



CANAL+

ÇA CHAUFFE DANS PROMO

UNE SERIE CANAL+ ORIGINAL

CACAO

NOUVELLE SAISON

TOUS LES DIMANCHES A 20H30

SUR CANAL+
POP

**REABONNEZ-VOUS
A VOTRE FORMULE**

**15 JOURS
OFFERTS***

TOUT CANAL+

 **92 92**
COUP D'UNE COMMANDE EN UN CLIC
SUIVANT VOTRE OPERATEUR ET/OU MOBILE
CANAL+ CONGO

*Offre valable du 18 février au 13 avril, pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

JOURNÉE DU SOUVENIR DE L'EX-PREMIÈRE DAME DU GABON

Brice Clotaire Oligui Nguema à Edou aux côtés de Denis Sassou N'Guesso

La localité d'Edou, dans le département de la Cuvette, où repose depuis 16 ans l'ex-première dame du Gabon et fille aînée du président Denis Sassou N'Guesso, Edith Lucie Bongo Odimba, a accueilli le 14 mars le président Brice Clotaire Oligui Nguema de ce pays.

En dehors des deux chefs d'Etat et de leurs épouses, plusieurs autres personnalités ont salué la mémoire d'Edith Lucie Bongo Odimba sur fond de témoignages.

« *L'illustre disparue, 16 ans après, reste toujours dans nos cœurs, d'où la présence du président de la transition, président de la République, chef de l'Etat du Gabon et Mme Oligui Nguema, à Oyo,*



Les deux chefs d'Etat et leurs épouses après le dépôt des gerbes de fleurs/Adiac

ici, pour honorer la mémoire de cette grande dame qui s'est illustrée non seulement à travers des actions à titre personnel, mais aussi au niveau de la vie politique gabonaise », a

indiqué l'ambassadeur du Gabon au Congo, René Makongo, au sortir de la cérémonie du dépôt des gerbes de fleurs. Au-delà de la tristesse de la famille devant la disparition d'un

être cher, le message essentiel délivré par le Dr René Roca Bruno Pedroso a été celui du réconfort. « *Les sentiments que nous avons de perdre une fille, c'est qu'elle n'a pas*

pu développer, ni voir grandir ses enfants et ses petits-enfants, parce que le destin en a décidé autrement », a-t-il déclaré.

La Rédaction

DROITS DE DOUANE

Un conflit s'annonce entre les Etats-Unis et ses partenaires

Dans un contexte de tensions commerciales persistantes, les Etats-Unis ont annoncé, le 12 mars, l'imposition de nouveaux droits de douane sur l'acier, l'aluminium et certains produits électroniques, justifiant cette mesure par la protection des industries nationales. Une décision qui a immédiatement suscité des réactions vives de la part de plusieurs pays partenaires, dont ceux de l'Union européenne (UE), la Chine et le Canada.

Le président américain, Donald Trump, a défendu sa décision en affirmant que ces droits de douanes sont essentiels pour protéger les emplois locaux et réduire le déficit commercial du pays. « *Nous devons mettre nos industries en premier et garantir que nos travailleurs ne soient pas lésés par des pratiques commerciales déloyales », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Washington. Les nouveaux tarifs qui varient entre 10% et 25% touchent principalement les secteurs de l'acier et de l'aluminium, mais s'étendent également à certains produits high-tech, notamment les composants électroniques en provenance de Chine. Cette mesure intervient dans un contexte où les Etats-Unis cherchent à relocaliser une partie de leur chaîne d'approvisionnement dans le*

domaine des semi-conducteurs.

Réactions internationales

L'UE a annoncé qu'elle envisageait des mesures de rétorsion dès le 1er avril avec une hausse de 50% ciblant des produits emblématiques américains comme le whisky, les motos Harley-Davidson et les produits agricoles. « *Nous ne devons pas rester sans réagir face à des mesures qui nuisent à nos industries », a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen. Une réaction qui crée plus de tensions à la Maison Blanche qui promet de surenchérir à 200% si les nouveaux tarifs douaniers de l'UE ne sont pas retirés. Les alcools français et européens sont dans le viseur.*

La Chine a dénoncé une « *politique commerciale agressive*

et promis des représailles, notamment des tarifs supplémentaires sur le soja et le maïs, ce qui pourrait affecter les agriculteurs américains. Le ministère chinois du Commerce a qualifié cette décision de « *préjudiciable* » pour l'économie mondiale.

Le Canada, partenaire historique des Etats-Unis, a également exprimé son mécontentement. Le Premier ministre canadien a qualifié les droits de douane de « *décision regrettable* » et envisage de porter plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres pays comme le Royaume-Uni, le Brésil et le Japon ont souhaité suivre la voie de la négociation afin de réduire ces nouvelles lois imposées par les Etats-Unis d'Amérique.

L'Afrique hors d'atteinte ?

Si l'Afrique est pour l'instant perçue comme un partenaire de moindre importance pour les Etats-Unis, les chiffres montrent pourtant que Washington accuse un déficit commercial avec plusieurs pays du continent. L'Afrique du Sud figure en tête de liste avec un solde négatif de 7,89 milliards de dollars, suivie du Nigeria, de l'Algérie et l'Angola. Ce déficit s'explique en grande partie par des exportations africaines de matières premières, notamment le pétrole et les minerais, qui bénéficient d'un accès relativement ouvert sur le marché américain. En revanche, plusieurs nations africaines imposent encore des barrières tarifaires sur les produits manufacturés en provenance des Etats-Unis, une situation que

l'administration Trump juge inéquitable.

Malgré les tensions, certains observateurs espèrent une résolution diplomatique. L'OMC a appelé les parties à engager un dialogue constructif. « *Le protectionnisme n'est jamais une solution. Nous encourageons tous les pays à travailler ensemble pour trouver des solutions mutuellement bénéfiques* », a déclaré son directeur général.

Les prochaines réunions internationales, notamment le sommet du G20, seront cruciales pour éviter une escalade. Les dirigeants mondiaux devront trouver un terrain d'entente pour préserver la stabilité économique.

Jean Pascal Mongo-Slyhm
(Stagiaire)

INTERVIEW

Lydie Pongault : « Promouvoir la destination Congo pour soutenir notre économie »

Le ministère congolais de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs s'exposait à Berlin, en Allemagne, la semaine dernière avec les grands opérateurs touristiques du pays dans le cadre du Salon international du tourisme ITB Berlin. Dans un entretien exclusif, la ministre Lydie Pongault a accepté de répondre à nos questions.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Madame la ministre, ces dernières semaines vous avez successivement présenté la République du Congo dans deux salons du tourisme, d'abord Madrid, en Espagne, puis Berlin, en Allemagne. En quoi ces représentations du pays à l'étranger sont-elles utiles ?

Lydie Pongault (L.P.). Elles sont importantes à plusieurs titres. Ces salons à la portée internationale rassemblent les opérateurs de la profession venus de tous les continents. Il est nécessaire de les rencontrer, non seulement pour présenter les atouts de notre pays mais aussi pour comprendre les attentes des voyageurs et réfléchir à ce que nous avons à faire ensemble. C'est pourquoi je suis venue à Madrid comme à Berlin avec les grands opérateurs touristiques du Congo qui sont nos partenaires et je dois dire que le résultat est très positif. Les visiteurs se disent rassurés par la présence de l'Etat au côté des tours opérateurs, des grands parcs nationaux et des hôtels, qui montre le véritable engagement de la nation dans ce domaine. Pour les professionnels en quête de nouvelles destinations, c'est une garantie en quelque sorte. Au-delà des rencontres sur le stand, ces grands salons sont



La ministre Lydie Pongault exposant une carte du Congo en chocolat, un exemple parmi d'autres du savoir-faire gastronomique congolais./Dr Ibalank

l'occasion pour nous de découvrir ce qui se fait ailleurs et de s'en inspirer. L'objectif étant de développer la destination Congo pour que le tourisme prenne toute sa place dans la croissance de notre économie.

L.D.B.: Vous évoquez la question économique. D'ailleurs, l'intitulé de votre ministère précise la mention « industrie ». Pour quelles raisons ?

L.P.: La notion d'industrie accolée à la culture, au tourisme, aux loisirs, ramène à cette idée de contribution à l'économie d'un pays. Désormais, le tou-

risme est considéré comme un acteur économique majeur. Dans certains pays d'Afrique, il participe significativement au produit intérieur brut, à l'emploi, au commerce et l'on observe, d'ailleurs, que sa croissance est de plus en plus portée par les touristes originaires du continent. Ce qui ouvre des perspectives !

Au Congo, nous avons un patrimoine, des parcs et des sites naturels grandioses, des hôtels de classe internationale, des prestataires expérimentés comme ceux qui m'ont accompagnée dans ces salons

à la hauteur des exigences les plus élevées. Nos compatriotes n'en sont pas toujours conscients et je les engage à regarder de près ce qui se fait dans les différents départements du Congo.

Le secteur du tourisme crée des emplois, notamment dans l'hôtellerie, les transports, le divertissement, la gastronomie, l'agriculture... Il génère des demandes pour des biens et des services fournis par des entreprises locales. Par exemple, un hôtel peut s'approvisionner en produits frais cultivés sur place, faire appel à une blanchisserie de proximité, embaucher et former du personnel local. Et ces retombées économiques profitent à l'ensemble de la communauté.

L.D.B.: Au vu de ce que vous avez observé à Madrid, à Berlin et ailleurs, estimez-vous que la République du Congo répond aux exigences actuelles en matière de tourisme ?

L.P.: De mes rencontres à Berlin comme à Madrid, oui, sans aucune hésitation je peux assurer que le Congo a des arguments à faire valoir. Et, d'ailleurs, mes rencontres avec les différentes autorités dans ces deux capitales ont été fructueuses puisque des programmes de coopération vont voir le jour tant dans le

domaine culturel que touristique, deux secteurs qui sont étroitement liés. Par exemple, ma rencontre avec des autorités politiques allemandes a donné lieu à des projets très concrets et, en association avec l'ambassadrice en Allemagne, Edith Itoua, nous allons explorer comment organiser les investissements de ce pays au Congo afin d'optimiser son attraction pour notre pays. Notre pays est doté d'un environnement naturel exceptionnel, je pense à la forêt du bassin du Congo, au littoral, à nos régions riches en cascades et en chutes d'eau, en lacs, en grottes, gorges, savanes... Tout un environnement préservé qui abrite des espèces animales rares et répond à des attentes de découvertes.

Nous sommes un peuple accueillant et fier de sa culture. Alors oui, nous avons les arguments et la capacité. A nous de fédérer, de travailler ensemble avec nos partenaires tant nationaux qu'internationaux pour consolider l'existant, continuer de nous améliorer, concrétiser ces projets et élargir notre offre touristique.

L.D.B. : Quelle est la place de la culture et du patrimoine dans l'offre touristique que vous souhaitez développer ?

L.P.: La culture, la question patrimoniale, sont essentielles. Le tourisme mondial s'oriente dans une direction : la quête de sens. Cela signifie un désir d'aller à la rencontre des populations, de leurs cultures, appréhender les coutumes locales, découvrir la musique, les danses, la gastronomie... C'est la raison pour laquelle j'avais tenu à associer à ces salons le Festival panafricain de musique (Fespam) marqué par la présence de son commissaire général, Hugues Ondaye, ou encore la gastronomie avec les dégustations offertes par le jeune chef congolais Alf qui revisite avec talent tous nos produits dans une démarche culinaire contemporaine. Des rencontres fructueuses s'en sont suivies.

J'ai aussi analysé la question patrimoniale culturelle en



Sur le stand de l'ITB de Berlin, la délégation congolaise est allée au devant des professionnels du tourisme international./Dr Mictal

Lydie Pongault : « Promouvoir la destination Congo pour... »

me rendant dans de grands musées : le Neues Museum à Berlin, célèbre pour son exceptionnel buste de Néfertiti, reine africaine, qui attire un million de visiteurs par an et fait aujourd'hui l'objet d'une demande de restitution par l'Égypte ; toujours à Berlin le Humboldt Forum qui abrite le Berliner Phonogramm-Archiv, l'une des institutions les plus importantes au monde pour la collecte et la conservation de documents sonores de musiques traditionnelles dont l'expérience nous sera particulièrement utile dans le cadre du symposium qui se tiendra fin juillet pendant le Fespam ; à Madrid, le musée Reina Sofia qui expose la gigantesque et puissante toile Guernica. Une œuvre devenue un symbole universel contre la guerre et la violence, peinte par l'artiste espagnol Picasso que l'art africain a souvent inspiré. Ces visites sont utiles pour préparer les projets de mise en valeur

de notre patrimoine muséal, de notre histoire aussi, dans ce qu'elle a eu de plus beau et de plus tragique.

L.D.B.: De retour au Congo, quelles sont aujourd'hui vos priorités ?

L.P.: Vaste sujet ! A court terme, accompagner la préparation du Fespam qui se tiendra en juillet prochain dans l'objectif de faire rayonner la musique continentale. M'assurer aussi de la bonne direction des travaux engagés avec la France pour rénover le Centre de formation et de recherche en art dramatique, un site qui me tient particulièrement à cœur. A moyen terme, poursuivre le travail mémoriel sans faillir, avec en particulier la construction du mémorial de la traite atlantique à Loango. Dans le plus long terme, nous devons au ministère fédérer les acteurs de la culture et du tourisme pour avancer vite et mieux, soutenir le mieux possible nos artistes, écrivains, jeunes talents, former, impul-



Le chef congolais Alf a pu faire montre de son talent culinaire aux salons du tourisme de Berlin et de Madrid/Dr Mictal

ser des projets structurants...

Poursuivre en toute confiance et avec conviction les projets avec nos partenaires européens, russes, chinois, américains, africains... Nous avons beaucoup à faire ensemble, à apprendre les uns des autres.

L.D.B.: Quelques mots pour conclure ?

L.P.: Je profite de cet entretien pour saluer deux grands écrivains qui font la fierté du Congo. Emmanuel Dongala, lauréat du Grand prix de littérature française Nessim-Habif 2024, décerné le 8 mars dernier à Bruxelles par l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Et Gabriel Okoundji, publié le 12 mars dans la célèbre collection Poésie/Gallimard qui consacre notre compatriote comme l'une des grandes voix de la poésie africaine francophone des dernières décennies.

Propos recueillis à Berlin par Julia Ndeko

ITB BERLIN

Les voyageurs en quête de tourisme responsable

La République du Congo était à nouveau présente cette année dans les allées du grand salon du tourisme mondial ITB Berlin, qui s'est tenu à Berlin, du 4 au 6 mars. Il a constitué une nouvelle opportunité de promouvoir la « Destination Congo » sur la scène mondiale.

Près de 170 exposants étaient présents cette année au Salon international du tourisme ITB, dont le Congo porté par la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, et les co-exposants pour la plupart déjà représentés à Fitur Madrid, notamment Wild Safari Tour, les hôtels Pefaco Maya-Maya et Pefaco Alima Palace, le grand Hôtel de Kintélé, Kamba African Rainforest Experiences Fondation, les parcs d'Odzala-Kokoua, Nouabalé-Ndoki et Conkouati-Douli, tous particulièrement soucieux de faire valoir leur expertise, précisément en matière d'écotourisme.

Si le tourisme mondial est en croissance, il est de plus en plus marqué par des voyageurs en quête d'un tourisme responsable qui profite



Le parc Conkouati-Douli vu du ciel/Dr Arthur Laboureur

aux économies locales tout en préservant le patrimoine culturel et naturel. La tendance est à la recherche d'authenticité, à la découverte de nouveaux sites avec un intérêt pour les populations et leurs traditions dans un souci de développement durable.

« Notre pays regorge de trésors naturels uniques. Nous avons la responsabilité de les valoriser tout en les préservant pour les générations futures. L'écotourisme est une priorité stratégique et nous souhaitons collaborer avec des partenaires expérimentés pour structurer ce secteur de manière durable », a expliqué Lydie Pongault.

La ministre a, d'ailleurs, particulière-

ment insisté sur la nécessité d'investir dans la construction d'écodges répondant aux normes environnementales les plus exigeantes. « Ces infrastructures écotouristiques, intégrées harmonieusement dans leur environnement, permettraient non seulement d'attirer une clientèle internationale, mais aussi de favoriser l'insertion des communautés locales dans la chaîne de valeur touristique », a-t-elle assuré.

Le partenariat entre acteurs privés et publics, un atout pour le tourisme congolais

Et de fait, pour les co-exposants comme pour le ministère, les grands salons internationaux sont l'opportunité de mettre en avant la richesse naturelle et culturelle du pays, notamment parce qu'ils facilitent le réseautage et la création de partenariats stratégiques.

« C'est dans la collaboration et la complémentarité que se dessine la réussite de notre ambition commune : faire rayonner la destination Congo », a indiqué un conseiller

du ministère, poursuivant: « Au fil des échanges et des rencontres, nous avons mesuré à quel point nos expertises peuvent transformer une vision en réalité. »

Pour Alice Paghera-Messenger du parc Conkouati-Douli, « la présence des autorités a permis de renforcer la crédibilité du pays auprès des professionnels du tourisme, témoignant de l'engagement du gouvernement en faveur d'un développement touristique responsable. Mais des défis subsistent, notamment en raison des confusions récurrentes entre la République du Congo et la République démocratique du Congo, ce qui affecte parfois la perception de la destination. Malgré ces obstacles, l'intérêt des visiteurs et les échanges fructueux lors du salon ont ouvert des perspectives encourageantes. Les co-exposants se sont engagés à partager leurs contacts afin de renforcer un réseau de partenaires dédiés au développement de l'écotourisme au Congo ».

La République du Congo a également profité de cette plateforme mondiale pour promouvoir la 12^e édition du Festival panafricain de musique, événement emblématique porté par son directeur Hugues Gervais Ondaye qui met en lumière la richesse musicale et culturelle du continent africain.

L'influence croissante des médias sociaux sur les tendances de voyage est une réalité. Les plateformes comme Instagram, TikTok et YouTube ont changé la façon dont les touristes découvrent et expérimentent de nouvelles destinations. Les influenceurs et les créateurs de contenu du secteur du voyage sont devenus des acteurs clés dans l'élaboration des tendances touristiques, influençant souvent les réservations et la fréquentation de lieux spécifiques.

L'essor des contenus vidéo de courte durée a aussi modifié le comportement des consommateurs qui recherchent désormais des expériences plus immersives et visuellement plus engageantes.

Source WTM

Pour que le tourisme contribue réellement à la paix à long terme, il doit donner la priorité aux besoins des communautés locales, protéger les ressources culturelles et naturelles et veiller à ce que ses bénéfices soient partagés équitablement. Bien mené, l'échange culturel à travers le tourisme crée des ponts et renforce le respect mutuel.

JUSTICE MILITAIRE

Cinq généraux accusés de lâcheté

Le vice-gouverneur policier du Nord-Kivu, deux chefs de l'armée et de la police, un commandant d'unité et un conseiller militaire sont poursuivis en justice pour avoir abandonné leurs troupes pendant l'avancée du M23/AFC à Goma, dans le Nord-Kivu.

Alors qu'ils étaient basés à Goma lors de l'entrée des rebelles du M23/AFC, les cinq généraux ont pris la fuite en laissant leurs troupes sans commandement. Ils ont, d'après l'organe de la loi, détalé à bord d'un bateau privé, violant ainsi la consigne du commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo leur exigeant de défendre la ville armes à la main jusqu'au sacrifice suprême. L'escapade de ces hauts officiers a fait perdre à l'armée d'importants équipements militaires et munitions, révèlent certaines indiscretions. Poursuivis pour actes de lâcheté devant l'ennemi et violation des consignes, ces prévenus encourent la peine de mort si les griefs à leur charge sont établis en fait et en droit.

Au cours de cette première audience à la Haute cour militaire, il a été procédé à l'identification des prévenus et à la lecture de l'acte d'accusation. L'affaire a été renvoyée au 20 mars pour permettre aux avocats des prévenus de pouvoir lever copie et prendre connaissance des pièces de l'accusation versées au dossier en vue de préparer la défense de leurs clients.

Sylvain Andema



Quelques prévenus pendant l'audience/DR

RDC/USA

Vers un accord sur les ressources minières

Kinshasa espère conclure un accord avec Washington sur les ressources minières du pays, comptant sur le soutien des États-Unis dans sa lutte contre les rebelles du M23 et les forces rwandaises qui mènent une offensive dans l'est du pays.

Des négociations formelles pourraient prochainement s'ouvrir entre les deux pays sur l'accès aux ressources de la République démocratique du Congo (RDC), riche en cobalt, coltan, cuivre et lithium, essentielles à la fabrication de technologies de pointe dans les domaines de la défense et de la transition énergétique. Washington s'est dit ouvert à un partenariat minier en RDC, secteur dominé par la Chine. Objectif pour la RDC, faire barrage au Rwanda, « soutien des rebelles du M23 », accusé de piller les ressources minières du pays. Depuis janvier, le groupe armé mène une offensive dans l'est de la RDC qui met en grande difficulté l'armée congolaise. La

possibilité d'un tel accord sur les minerais a d'abord été esquissée par le président Félix Tshisekedi, le 22 février, dans une interview au New York Times. Il appelle « les États-Unis et l'Europe à participer à l'exploitation des vastes richesses minières en RD Congo », et espère que « ces investissements majeurs » apporteront « plus de sécurité et de stabilité » à son pays, soulignant que l'administration Trump II a déjà manifesté son intérêt pour un accord qui pourrait garantir un approvisionnement en minerais stratégiques directement depuis le Congo. L'armée congolaise est en position de faiblesse dans l'Est et les autorités comptent sur la pression internationale, en

particulier des États-Unis, pour accroître la pression sur Kigali.

Durcissement occidental envers le Rwanda

« C'est la première fois qu'un ministre rwandais est directement visé. Par ailleurs, il ne s'agit que d'un palier des sanctions que Washington pourrait décréter contre le Rwanda », a déclaré Jean Pierre Okenda, directeur Industries extractives. « Il est clair que les récentes sanctions américaines sont perçues comme un pas important », a-t-il ajouté. Les États-Unis ont annoncé, le 20 février, des sanctions contre James Kabarebe, ministre d'État rwandais chargé de l'Intégration régionale, et Law-

rence Kanyuka, porte-parole de la rébellion du M23. Washington décrit James Kabarebe comme la « liaison entre le gouvernement et le groupe rebelles » et chargé de « coordonner les exportations » de minerais depuis la RDC vers le Rwanda. A en croire les experts de l'ONU, le M23 prélèverait d'importantes taxes sur les activités minières, générant environ 800 000 dollars par mois uniquement par la taxation du coltan, dans la zone de Rubaya, qu'il contrôle depuis mai 2024.

Le 21 février, le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité une résolution qui condamne l'offensive du M23 en RDC et les avancées qu'il mène dans les provinces du Nord-Ki-

vu et du Sud-Kivu avec le soutien des Forces rwandaises de défense, l'armée officielle de la République du Rwanda. Washington conserve un intérêt certain pour les ressources minières de la RDC. En témoigne le soutien actif du passé président Joe Biden au corridor de Lobito, projet ferroviaire visant à relier les mines du nord de la Zambie et du sud-est de la RD Congo au port angolais de Lobito, pour renforcer l'approvisionnement américain et contrecarrer l'influence chinoise. Donald Trump de son côté s'apprêterait à nommer un envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, avec pour mission prioritaire l'étude d'un accord sur les minerais congolais.

Noël Ndong

ÉDUCATION

Situation alarmante au Nord et Sud-Kivu

Les chiffres actualisés de la situation de l'éducation dans le Nord et le Sud-Kivu en proie à une crise sécuritaire très aiguë sont inquiétants, alerte le ministère de tutelle.

Le ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, dans un communiqué de presse daté du 13 mars et titré «Situation alarmante de l'éducation au Nord et Sud-Kivu : chiffres actualisés», a attiré l'attention sur le drame dans le secteur éducatif dans cette partie du pays. «La situation éducative dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu continue de se détériorer sous l'effet de la guerre d'agression imposée par le Rwanda avec ses supplétifs du M23. La destruction ciblée d'infrastructures scolaires, l'occupation d'établissements par des groupes armés et l'augmentation du nombre d'élèves déplacés compromettent gravement l'accès à l'éducation et l'avenir de milliers d'enfants congolais», souligne-t-on d'emblée dans le communiqué.

Au Nord-Kivu, 692 écoles sont fermées, privant 471 183 enfants de leur droit à l'éducation. Parmi ces établissements, 35 ont été détruits, 45 sont sans mobilier scolaire, et 3 sont occupés par des groupes armés, rendant toute réhabilitation immédiate impossible. Au Sud-Kivu, la situation est tout aussi critique avec 1 428 707 (49% de filles) enfants en rupture de scolarité. Parmi eux, 1 619 finalistes ont dû être réinscrits dans d'autres provinces.

Actuellement, 5 235 écoles sont fermées, réparties comme suit : 3160 écoles secondaires, 1756 écoles primaires, 319 écoles maternelles. Dans la province éducationnelle du Sud-Kivu, 1840 salles de classe ont hébergé les déplacés dans la sous-division de Kalehe 1, tandis que 536 salles de classe de



66 écoles ont été entièrement détruites par des éclats de bombes. La présence de groupes armés affecte 57 écoles et 104 autres sont toujours occupées par des déplacés internes, compromettant toute reprise normale des cours pour 48 714 élèves, dont 19 486 filles. Le matériel scolaire est également fortement endommagé, avec 21 882 pupitres brûlés, 13 200 manuels scolaires détruits, 830 planches de matériel didactique volées, 336 tableaux, 400 étagères et 50 drapeaux réduits en cendres. «Depuis l'occupation du territoire de Kalehe, le 20 janvier 2025, le bilan s'est encore aggravé avec 4 écoles totalement détruites par des bombardements, 52 écoles occupées par des groupes armés et 17 806 pupitres endommagés», affirme le communiqué.

Des écoles touchées également dans le territoire insulaire de Idjwi

Bien que non touchées directement par les combats, les écoles dans le territoire insulaire de Idjwi ont été affectées par le flux massif de déplacés internes provenant de la ville occupée de Goma et du territoire de Kalehe. Au total, 28 écoles, 8 écoles secondaires et 20 écoles primaires sont actuellement occupées par les déplacés internes, impactant la scolarité de 10 227 élèves (dont 4 964 filles). Dans la sous-division de Kabare 2, 5 écoles primaires sont sous occupation armée, tandis que 10 autres servent d'abris aux déplacés. La destruction des infrastructures éducatives y est considérable, avec 67 salles de classe complètement détruites,

Des écoles détruites dans l'Est de la RDC/DR

667 pupitres brûlés, 15 tableaux volés, 556 manuels scolaires réduits en cendres, 304 planches de matériel didactique volées et 226 portes de latrines hors d'usage. Les dommages matériels et pédagogiques affectent directement 4 052 élèves, dont 1 981 filles, désormais sans solution éducative. Dans la sous-division de Kalehe, 143 écoles ont été touchées, dont 11 occupées par des groupes armés et 32 transformées en refuges pour des familles déplacées, empêchant tout retour à l'apprentissage. Une école a été détruite par des bombardements, entraînant la perte de tout son matériel éducatif, tandis qu'une autre a été convertie en camp militaire. Les infrastructures scolaires ont subi des dégâts importants. Plusieurs bâtiments ont été criblés de balles, leurs murs

effondrés sous l'impact des tirs, laissant des classes à ciel ouvert. De nombreux pupitres ont été brûlés ou détruits, les fournitures scolaires pillées, les tableaux brisés et les manuels scolaires dispersés. Dans ces conditions, l'hygiène est également compromise, avec des latrines saturées et inutilisables, mettant en péril la santé des élèves et des enseignants. Avant l'occupation, 7278 filles fréquentaient ces écoles ; aujourd'hui, elles ne sont plus que 6 936.

Chez les garçons, le nombre d'élèves inscrits est passé de 14 748 à 14 185. Ces derniers sont contraints d'abandonner leurs études à cause de l'insécurité et de la destruction des infrastructures. Cette crise affecte plus de 1 899 890 enfants et 5927 écoles restent fermées dans les deux provinces du Kivu. «Le ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté réaffirme son engagement à préserver l'accès à l'éducation malgré cette crise majeure. En collaboration avec ses partenaires, il met en place des mesures d'urgence, notamment la réinscription des élèves déplacés dans des écoles d'accueil et l'élaboration de solutions alternatives d'apprentissage. La mobilisation des ressources pour reconstruire les infrastructures scolaires détruites, assurer la protection des écoles dans les zones à risque et apporter un soutien psychosocial aux élèves affectés est une priorité. L'éducation ne doit jamais être une cible de guerre», conclut le communiqué.

Martin Engimo

Le Fonds Cerf débloque 750 mille dollars américains pour appuyer la lutte contre le choléra

Cette allocation s'intègre dans le cadre d'action anticipatoire élaboré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, en partenariat avec le Programme national pour l'élimination du choléra et la lutte contre les autres maladies diarrhéiques (PNECHOL-MD), l'Unicef et l'OMS.

Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (Cerf) des Nations unies vient d'allouer 750 000 dollars américains afin d'appuyer les efforts pour contenir la flambée de choléra qui sévit dans la province du Nord-Kivu. A en croire un communiqué du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha), ce financement permettra à l'Unicef, à l'OMS et à leurs partenaires d'améliorer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, aux services

d'hygiène et de santé, réduisant ainsi les risques de propagation et garantissant des soins vitaux aux populations affectées. « Dans un contexte où les conflits armés et les déplacements massifs exposent des millions de personnes à des conditions de vie précaires, agir à temps est une question de survie. Ce financement du Cerf est une manière concrète de prévenir une épidémie de grande ampleur. Investir dans la réponse et la prévention maintenant sau-

vera des vies et évitera des dépenses bien plus lourdes plus tard », a déclaré le coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis, cité dans ce document.

L'allocation du Cerf s'intègre dans le cadre d'action anticipatoire élaboré par Ocha, en partenariat avec le Programme national pour l'élimination du choléra et la lutte contre les autres maladies diarrhéiques (PNECHOL-MD), l'Unicef et l'OMS. Son objectif, a indiqué ce bureau, est de prévenir les flambées catastrophiques en dé-

bloquant des fonds pour des interventions rapides dès les premiers signes d'un risque accru. Ocha a, en effet, rappelé que le pays traverse l'une des crises humanitaires les plus complexes au monde, avec plus de 21 millions de personnes ayant de multiples besoins. Depuis fin janvier 2025, fait savoir ce bureau, les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu font face à une recrudescence du conflit, marquée par l'offensive du groupe armé M23. « Les affrontements violents ont provoqué le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes et ont eu un impact sur la fourniture de services de base, ag-

gravant les risques de propagation des maladies liées à l'eau, comme le choléra », a-t-il précisé.

Selon Ocha, entre janvier et début mars 2025, la ville de Goma est devenue le nouvel épicode de la flambée du choléra, avec 68 % des 1846 cas enregistrés sur la période dans toute la province du Nord-Kivu. « Déjà endémique dans plusieurs provinces du pays, la propagation rapide est favorisée par les conditions précaires des communautés vulnérables, confrontées à la violence et à l'extrême pauvreté », a souligné le bureau du coordonnateur humanitaire.

Lucien Dianzenza

EXPORTATION ILLÉGALE DES MINÉRAIS

Le gouvernement de la RDC met la pression sur le M23/AFC

La République démocratique du Congo (RDC) s'attelle, de plus en plus, à protéger ses différents sites miniers des prédateurs impénitents qui fulminent dans sa partie Est. C'est dans ce sens que des mesures sévères viennent d'être prises pour mettre un terme au commerce illégal des minerais auquel se livrent à cœur joie des contrebandiers de tous bords.

Au cours du conseil des ministres du vendredi 14 mars, le ministre des Mines, Kizito Pakabomba, a présenté les mesures susceptibles d'entraîner l'économie de guerre à laquelle s'adonnent impunément les rebelles du M23/AFC et leur soutien rwandais. Pour couper les rebelles du M23/AFC de leur principale source d'approvisionnement, le gouvernement congolais exige, entre autres, la saisie et la confiscation des minerais exportés à partir du Rwanda.

En conséquence, les sites miniers de Rubaya et de Nyabibwe respectivement situés dans les territoires de Masisi et de Kalehe ont été classés «sites rouges» afin de décourager tous les vautours potentiels qui rôdent autour. Dans le même ordre d'idées, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl) a été astreinte à suspendre l'octroi des certificats aux exportations rwandaises.

En clair, Kinshasa veut obtenir la suspension immédiate des certificats d'origine jusqu'à ce qu'un audit indépendant confirme que les minerais rwandais ne proviennent pas de zones sous contrôle du M23 en RDC. Le gouvernement est, en effet, convaincu que ces documents facilitent la commercialisation de minerais frauduleusement extraits du sol congolais. Par ces mesures, la RDC entend mettre la pression sur le Rwanda, l'obligeant à ouvrir sa chaîne d'approvisionnement à une surveillance internationale indépendante. L'objectif est de forcer la Cirgl à se conformer à ses propres normes en retraçant l'origine exacte des minerais exportés par le Rwanda. Le conseil des ministres a pris acte de cette note et s'est engagé à suivre de près sa mise en œuvre, avec l'appui des partenaires internationaux.

Sylvain Andema

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Construire des routes pour lutter contre la malnutrition

Selon une équipe suisse, qui vient de conduire une étude dans plusieurs pays d'Afrique, pour lutter efficacement contre les déficits nutritionnels, il faut construire des routes. Explications.

Il s'agit d'une étude parue dans Nature Food. Celle-ci va à l'encontre de ce qui est habituellement préconisé pour lutter contre la malnutrition, dont souffrent deux milliards de personnes à travers le monde. Jusqu'à présent, on encourageait les petits fermiers à diversifier leur production, en cultivant plusieurs variétés de légumes et de céréales et en élevant des animaux de différentes espèces. Une équipe du Centre de recherche pour le développement (ZEF) de l'université de Bonn en Allemagne montre que, en fait, ce sont les routes qui assurent un état nutritionnel satisfaisant aux populations.

Accès facilité aux marchés des villages et des villes

Matin Qaim, le patron du ZEF,

le Center for Development Research, résume la conclusion de cette étude menée auprès de 90 000 foyers (Éthiopie, Malawi, Niger, Nigeria, Tanzanie, Ouganda) : « Nous observons que la diversité de la production au niveau régional compte davantage que la diversité de la production à l'échelle individuelle. [...] Nous montrons aussi que l'accès aux marchés, grâce à l'amélioration des infrastructures, compte beaucoup ».

Promouvoir des cultures variées au sein d'une même exploitation familiale revient à favoriser l'agriculture de subsistance, laquelle agriculture n'est finalement pas idéale pour fournir les apports nutritionnels recommandés, ont découvert les chercheurs. La « construction de routes fa-

cilitant l'accès aux marchés alimentaires des villages et des villes des alentours permet de lutter plus efficacement contre les déficits nutritionnels », souligne l'étude.

Matin Qaim préconisent que les fermiers plantent en priorité les semences les plus adaptées à leur région, notamment aux sols, ce qui « optimiserait à la fois la productivité et la rentabilité ». Le résultat de cette étude satisfait Matin Qaim car, d'après lui, « il est plus simple de faire en sorte qu'il y ait de nouvelles productions végétales ou animales dans une région donnée (qui seront ensuite distribuées sur les marchés locaux) que de pousser chaque petite ferme à produire de plus en plus d'espèces ».

Noël Ndong

ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une institution financière recherche les profils selon les détails ci-après :

Lieu de travail : BRAZZAVILLE

•CHARGE DES OPERATIONS INTERNATIONALES

Missions

- Traiter les dossiers de couverture des transferts
- Saisir les transferts émis vers l'étranger et les rapatriements reçus de l'étranger conformément en vigueur ;
- Gérer le processus de validation des déclarations sur la plateforme du GUOT et leur facturation,
- Traiter les domiciliations et les apurements en qualité de binôme, conformément à la réglementation des changes, des instructions et circulaires.

Les savoirs

- Avoir au minimum un niveau Bac+2 ou plus en économie, gestion, banque, finance.
- Avoir des connaissances en économie, gestion, banque, finance, commerce international
- Avoir une bonne connaissance de la réglementation des changes en vigueur dans la CEMAC
- Avoir une bonne connaissance des textes réglementaires se rapportant à la LAB/LFT
- Avoir la connaissance de l'anglais et du chinois est un atout.

Les savoirs faire

- Avoir au minimum un (1) an d'expérience dans le traitement des opérations internationales
- Avoir une bonne connaissance de l'utilisation

de la plateforme de validation des déclarations du GUOT

- Gestionnaire de liaison clientèle

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique ;
- Être rigoureux et méthodique
- Être disponible et avoir le sens du service
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse
- Être patient, courtois et avoir une écoute active
- Avoir des connaissances en matière des produits bancaires ;

Les savoirs être

- Avoir un sens profond du respect de la hiérarchie et des collègues
- Avoir une bonne condition psychologique et physique
- Avoir un sens développé de l'écoute
- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique
- Être rigoureux et méthodique
- Avoir une bonne capacité de gestion
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse

•CHARGE DE LA GESTION DES LIMITES DES RISQUES ou DELEGATION

PROFIL DE POSTE :

- Suivi des états des tableaux impayés et comptes irréguliers état des comités (crédit et risque opérationnel).
- Surveillance des résolutions des comités de crédits
- Vérification des limites à divers des DBA/DBD/DGR/DG et pouvoirs (crédit et risque

opérationnel)

- Suivi des indicateurs de performances (KPI ET KCI)
- Suivi des grands risques et calcul des ratios de concertation et division des risques crédit
- Surveillance des garanties (saisie et levée des garanties)
- Suivi de la concentration sectorielle et par zone géographique
- Suivi des ratios de couverture des risques
- Suivi des états cerber (garanties)
- Tableau suivi des engagements par signature garanties et cautions
- Calcul du CNR= Coût net du risque
- Calcul RWA
- Calcul des provisions
- Suivi des procédures de déclassements
- Déclassement des créances douteuses
- Suivi des créances en souffrances
- Suivi des crédits restructurés ou rééchelonnés selon le dispositif COBAC, avec la période probatoire et risque de déchéance de risque
- Suivi des rapports stress tests ou scénarios des risques en défaut
- Suivi de la gouvernance informatique et de la surveillance du risque informatique
- En charge de la cartographie des risques

Savoir

- Diplôme BAC+3 Minimum en ingénierie financière, en comptabilité et finance, en informatique, en droit et psychologie ou en langue
- Savoir animer et encadrer l'équipe de sur-

veillance de risque

- Assurer un suivi régulier de la performance et du développement de l'équipe
- Fournir des orientations, des conseils et un soutien aux membres de l'équipe
- Avoir la connaissance de l'anglais et du chinois est un plus

Savoir faire

- Avoir au moins trois (3) ans d'expériences professionnelle relative au finance ou l'économie
- Gestion et coordination des comités
- Gestion de bases de données
- Gestion des risques, notamment le risque de crédit, de liquidité, de marché, opérationnel et informatique
- Capacité à faire preuve de discrétion et de confidentialité
- Rigueur
- Capacité à partager /transmettre des connaissances
- Capacité à collaborer /travail d'équipe
- Capacité d'organisation
- Capacité à communiquer à l'oral et écrit
- Créativité et innovation /Capacité à résoudre des problèmes

N.B : Les candidatures sont transmises électroniquement via l'adresse suivante : recrutecongolais@gmail.com le dernier délai est fixé au 25 mars 2025 à 23h59.

PARTENARIAT

La CAF et l'ACA signent un accord pour le développement du football africain

La Confédération africaine de football (CAF) et l'Association des clubs africains (ACA) ont signé, le 11 mars, un protocole d'accord dans lequel elles s'engagent à œuvrer ensemble pour que les clubs de football et les sélections nationales deviennent plus attractifs à travers le continent.



Les représentants de la CAF et d'ACA après la signature du protocole. DR

Les deux institutions travailleront désormais pour que « les clubs de football et les sélections nationales génèrent plus de bénéfices substantiels pour les joueurs, les clubs et les associations membres ».

Le protocole d'accord signé vient renforcer une vision commune entre les deux institutions. En effet, la CAF et l'ACA visent des objectifs essentiels pour le développement du football sur le continent à travers la formation des jeunes talents. Elles s'engagent à garantir aux joueurs un parcours éducatif adapté tout au long de leur carrière sportive, à promouvoir l'éthique et l'intégrité du jeu, à lutter contre le racisme, le dopage, la violence et les matchs truqués.

Par ailleurs, elles conviennent que les championnats nationaux et les compétitions internationales de haut niveau organisés par la CAF soient des piliers indispensables du développement durable du football africain.

L'ACA, créée en 2023, a tenu à saluer les efforts déjà menés par la CAF en faveur du soutien financier accru au football des clubs avec l'allocation des indemnités de solidarité de 50 000 dollars à chaque club ayant participé aux tours préliminaires des compétitions interclubs de la CAF, une première dans l'histoire.

*James Golden Eloué
et Jean Pascal Mongo-Slyhm (stagiaire)*

COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CAF

Bestine Kazadi élue 5e vice-présidente

Une Congolaise, notamment Bestine Kazadi, va siéger pour la première fois de l'histoire du football continental au sein du comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF).

Bestine Kazadi Ditabala a été élue, par acclamations, 5e vice-présidente de la CAF, à l'issue de la 14e assemblée générale extraordinaire et électorale tenue le 12 mars au Caire, en Égypte. Elle sera en charge du football féminin, pour un mandat de quatre ans et va désormais siéger comme membre du comité exécutif de la CAF.

«Je remercie la Confédération africaine de football pour mon élection au comité exécutif, que j'aborde avec responsabilité, détermination et surtout avec passion. Je suis fière de représenter mon pays, la République démocratique du Congo, à l'instance sportive africaine la plus influente. Je mesure la responsabilité de porter la voix du peuple congolais qui lutte avec résilience contre la tragédie humanitaire et l'occupation illégitime de son territoire. Le football est un outil de paix, qui transcende les frontières et unit tous les peuples», a-t-elle réagi sur ses réseaux sociaux.

Après Constant Omari (ancien vice-président de la CAF) et



Bestine Kazadi élue 5e vice-présidente de la CAF

Veron Mosengo, actuel secrétaire général de cette institution, Bestine Kazadi est donc la toute première Congolaise à rejoindre le comité exécutif de cette grande instance du football continental. Fille de feu «Papa» Kazadi qui fut un dirigeant de V.Club, membre du comité suprême du club et qui

longtemps l'a servi, elle a donc grandi avec la passion de cette équipe jusqu'à diriger la direction en tant que présidente de coordination de 2020 à 2023, l'amenant au sacre du championnat national de football.

Écrivaine, avocate et personnalité politique en République démocratique du Congo, Bestine Kazadi a occupé, à partir de 2009, le poste de conseillère spéciale du président de la République, Félix Tshisekedi, en matière de coopération et intégration régionale. En mai 2024, elle a été nommée au poste de ministre déléguée près du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, et est vice-ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Suminwa.

Martin Engimo

«...Je suis fière de représenter mon pays, la République démocratique du Congo, à l'instance sportive africaine la plus influente. Je mesure la responsabilité de porter la voix du peuple congolais qui lutte avec résilience contre la tragédie humanitaire et l'occupation illégitime de son territoire. Le football est un outil de paix, qui transcende les frontières et unit tous les peuples»

EXTENSION DE LA VILLE DE KINSHASA

Le projet partira de la commune de Maluku

À l'instar d'autres capitales du monde qui ont créé de nouveaux pôles de développement, Kinshasa veut aussi régénérer à travers un nouveau projet d'extension.

Pour désengorger la métropole tentaculaire et améliorer les conditions de vie de ses millions d'habitants, le projet d'extension est censé la rendre plus compétitive par la création de nouvelles cités plus urbanisées et modernisées. C'est au cours d'une réunion technique tenue le 13 mars entre la cheffe du gouvernement, Judith Suminwa, et le comité stratégique de supervision, que le projet a été officiellement présenté.

C'est en juin prochain qu'aura lieu la pose de la première pierre du projet d'extension de Kinshasa. Celui-ci couvrira une superficie de 48 600 hectares

entre la route nationale 1 et le fleuve. Et c'est la commune de Maluku, à l'Est de Kinshasa, qui a été choisie pour la matérialisation de ce projet gigantesque censé générer plus de 10 000 emplois directs pour les jeunes dans sa première phase consacrée à la mise en place d'une zone industrielle.

Ce projet s'inscrit dans un vaste programme de modernisation de la ville, prenant en compte la construction d'une cité industrielle, la mise en place d'une plateforme hospitalière, le développement du transport fluvial avec des bus sur le fleuve ainsi que le projet agro-pastoral.

Le gouvernement qui a donné son quitus entend encourager la sous-traitance en faveur des entreprises locales, quitte à offrir aux petites et moyennes entreprises congolaises des opportunités économiques prometteuses. Ce projet stratégique offre, par ailleurs, des perspectives de développement importantes pour toute la région des Grands Lacs. Il s'inscrit à juste titre dans la vision du chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, déterminé à résoudre l'épineuse question de mobilité, de sécurité et de logement qu'éprouvent les Kinois au quotidien.

Sylvain Andema

Ce projet s'inscrit dans un vaste programme de modernisation de la ville, prenant en compte la construction d'une cité industrielle, la mise en place d'une plateforme hospitalière, le développement du transport fluvial avec des bus sur le fleuve ainsi que le projet agro-pastoral.

MUSIQUE

Une pléiade d'artistes pour célébrer le mois de la femme

Un concert organisé par 9.4 Agences que manage Homany Akanati aura lieu le 15 mars, à Oméricain Guardian, à Kintélé, sur le thème « C'est la rumba dans sa pure tradition à travers les jeunes ». Ce rendez-vous intitulé «All concert rumba live» mettra sur scène plusieurs chanteurs jeunes qui font la fierté de la rumba congolaise dans toute sa forme.

«All concert rumba live» est organisé pour redonner la lumière à cette musique qui depuis un moment perd sa visibilité au Congo, malgré sa reconnaissance comme patrimoine immatériel de l'Unesco. Dédié à la jeunesse congolaise pour bien conserver la rumba, ce concert s'inscrit aussi dans le cadre de la célébration du mois de mars; mois de la femme. Au Congo l'événement ayant été célébré à Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, 9.4 Agences veut le remixer pour le bonheur de la femme congolaise afin d'exhiber quelques pas de danse, le 15 mars.

Le concert mettra sur scène plusieurs artistes, entre autres, Walo Boss Tino, Cardinal le Formidable, Lormand Botswana, Elvéronne Ndinga, Onhe-Onich, Double Zénith, Lengoss music international, Eloko ya peuple, King Trey, Baznet, Bachir, Papyson et Mfumu Kibangou sans oublier les autres pour la première partie.

Pour l'organisateur, si Brazza Mood connexion était une promotion musicale de l'afro RnB,

hip-hop et mbokalisation, la particularité de «All concert rumba live», c'est qu'il est un concert jeunes pour faire revivre la rumba qui est en perte de vitesse sur le territoire congolais. Et sur cette liste, il y a des jeunes de la musique tradi-moderne mixée dans la rumba chantée par des femmes qui vont être sur scène. Aussi, l'organisateur de «All concert rumba live» précise que toutes les générations sont conviées à cette activité afin de comprendre la vraie place de la rumba dans la musique congolaise.

Par ailleurs, Homany Akanati déplore le fait que les partenaires ne l'accompagnent pas. « Ce message devient pour moi une chanson. Je ne peux pas accepter qu'à chaque fois quand un artiste étranger est produit au Congo, nous voyons les entreprises congolaises alignées sur l'affiche et mettre le paquet, alors que quand il s'agit des enfants du pays, aucune entreprise ne s'affiche et elles jouent aux spectateurs. C'est une triste réalité, nous nous battons pour la culture de notre pays, nous



sacrifions nos nuits pour faire vivre la musique congolaise, nous nous donnons cœur et âme

pour créer des activités afin que Brazzaville reste dans le mouvement, mais hélas sans accompa-

gnement. Peut-être, c'est parce que je ne suis pas à ou y afin de bénéficier des accompagnements, mais seul Dieu reste le guide. Je dirais une fois de plus que le doute est une défaite, ceux qui doutent de moi aujourd'hui, ils me poseront beaucoup de questions dans les jours à venir. J'aime ma culture comme j'aime mon pays », s'est plaint le producteur de «All concert rumba live».

Quant au choix de Kintélé, c'est pour faire bénéficier à la population de cette commune qui vit difficilement des moments festifs en dehors du Festival panafricain de musique ou la fête de la musique, des activités liées aux concerts de musique, au Pool party, et autres, grâce au site Oméricain Guardian, déterminé à promouvoir la culture congolaise.

Notons qu'après «All concert rumba live», 9.4 Agences organisera un jour après, soit le 16 mars, un sunday Pool party à Oméricain Guardian Kintélé, puis en avril, une excursion touristique à Maty village Lifoula, pour célébrer la Pâques dans la nature.

Bruno Zéphirin Okokana

FRANCOPHONIE

Les pays non membres où le français est langue officielle

Le français est l'une des langues les plus influentes au monde. Avec plus de 343 millions de locuteurs et une expansion constante, il demeure un vecteur culturel et économique majeur.

Si la France et certains pays historiquement francophones sont les premiers territoires de la langue de Molière, d'autres nations, bien que non francophones au sens strict, conservent le français comme langue officielle ou co-officielle. Lors du 19e sommet de la Francophonie en octobre 2024, l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont révélé que le nombre de francophones dans le monde a atteint 343 millions, contre 321 millions en 2022. La République démocratique du Congo est le deuxième pays francophone après la France, avec 55,4 millions de locuteurs. Sa croissance démographique devrait en faire le premier pays francophone mondial d'ici quelques décennies. Selon les prévisions de l'OIF, d'ici 2050, 750 millions de personnes pourraient parler français, représentant 8 % de la population mondiale, contre 3 % aujourd'hui.

Les pays non francophones où le français est langue officielle

Actuellement, 27 pays dans le monde reconnaissent officiellement le français dans leur administration.

-Les pays où le français est la seule langue officielle : France, Monaco, Bénin, Congo, RDC,

Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, Sénégal et Togo.

-Les pays où le français est co-officiel avec d'autres langues : Belgique, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Haïti, Luxembourg, Madagascar, Rwanda, Seychelles, Suisse, Tchad, Vanuatu.

Cas particuliers : Certains territoires de pays multilingues maintiennent le français comme seule langue officielle, notamment : La Communauté française de la Fédération Wallonie-Bruxelles en Belgique, les cantons francophones de Suisse (Genève, Vaud, Jura, Neuchâtel), et la province du Québec au Canada.

Le français : une langue d'influence mondiale

Grâce à son histoire coloniale, son rôle dans la diplomatie et son impact culturel, le français reste un élément-clé du paysage linguistique mondial. De nombreux pays non francophones continuent de l'utiliser dans leur administration, leur éducation et leurs relations internationales. Avec une démographie en plein essor en Afrique, l'avenir de la langue française semble plus prometteur que jamais.

Noël Ndong

FOOTBALL/MORT DE MARADONA

Ses médecins risquent 25 ans de prison

Le procès tant attendu des sept professionnels de santé accusés de négligence dans la mort de la légende du football, Diego Maradona, a débuté à Buenos Aires en Argentine.

Ces médecins sont poursuivis pour homicide involontaire aggravé, un crime passible de 25 ans de prison. Diego Maradona est décédé en novembre 2020 d'une crise cardiaque à son domicile, seulement deux semaines après avoir subi une opération pour un hématome cérébral. Sa famille pointe du doigt une négligence médicale grave, accusant l'équipe soignante de manquements ayant conduit au décès de l'icône argentine. Parmi les sept accusés figurent le neurochirurgien qui avait opéré Maradona, la psychiatre, et plusieurs infirmiers et autres soignants ayant assuré son suivi post-opératoire. Ces professionnels de santé nient toute faute et rejettent les accusations de négligence.

Des preuves accablantes dévoilées par Dalma Maradona

Dalma Maradona, la fille aînée de la légende du football, a partagé une vidéo contenant des enregistrements audio qui, selon elle, prouvent de graves irrégularités dans les soins apportés à son père. Elle accuse une « mafia médicale » d'avoir exercé des pressions et tenté d'étouffer l'affaire. « Ma mère vit dans la peur de ceux qui contrôlent tout. Mais moi je ne peux pas me taire », a-t-elle déclaré. Tout au long de sa vie, Diego Maradona a lutté contre des addictions aux drogues, l'obésité et l'alcoolisme. Il avait déjà échappé à la mort à plusieurs reprises, notamment en 2000 et 2004. Mais les procureurs estiment que, malgré ces antécédents médicaux, son décès aurait pu être évité avec une prise en charge appropriée.

Un procès sous haute tension

Cette affaire divise l'Argentine, où Diego Maradona demeure une icône incontestée. Son héritage footballistique, marqué par la Coupe du Monde 1986, le célèbre but de la « Main de Dieu », et son incroyable But du Siècle, continue de fasciner les passionnés du ballon rond. Reste à savoir si la justice tranchera en faveur des accusations de la famille ou si les soignants seront blanchis.

N.Nd.

HUMEUR

L'exigence « plus de trois ans d'expérience » devenue insupportable chez les jeunes chômeurs

Le commun des mortels a cru, et cela se constatait lors de nombreuses discussions des jeunes désœuvrés à la recherche d'emploi. Certains parents, d'ailleurs, sont devenus très impatients chaque jour qui passe, car ils ne supportent plus de voir leurs enfants qui ont terminé leur formation rester sans emploi.

Cette exigence devient de plus en plus un véritable goulot d'étranglement par le fait qu'elle empêche de jeunes chômeurs à être embauchés dans les structures privées de tout genre. A peine quelques semaines dans l'une de nos grandes agglomérations dont nous taisons le nom, de jeunes gens se sont mis en colère quand ils ont lu l'exigence affichée sur le portail d'une structure socio-économique privée. Cette attitude de jeunes traduit bien un malaise, disons-mieux, c'est un signal fort pour contester ladite « formule d'embauche » qui devient très ennuyeuse.

Il est clair que si cette exigence persisterait de nombreux jeunes chômeurs qui sortent des formations diverses et des universités auront du mal à se faire accepter, car ils n'ont aucune expérience même de deux ans. Et la question que de nombreux parents et la société en général se posent en murmurant est la suivante : « Est-ce que l'expérience vient seule sans que le travailleur soit mis à l'épreuve quelque part ? ». Alors pourquoi donc, diable, ces sociétés, entreprises et entités socio-professionnelles n'arrêteraient-elles pas avec cette façon de faire ? Pour certains jeunes sans emploi, cette exigence est trop sélective et anti-sociale, car tout travail, on le sait, peut aussi être appris sur le terrain. Donc cette mesure accroît ipso facto le nombre de jeunes désœuvrés sur le territoire national.

En réalité, dans tous les secteurs socio-professionnels, les formations sur le terrain se font toujours et elles façonnent l'esprit et la personnalité du néophyte, car aucune personne n'est venue au monde avec une expérience d'un quelconque métier qu'il voudra exercer. Le plus souvent après la formation doctrinaire, théorique ou livresque, des gens après leur embauche passent toujours par une série de pratiques, puisqu'il est vrai que le bon formateur c'est le terrain. Il est donc important de donner de la chance à ces jeunes inexpérimentés d'être intégrés. Le terrain permet d'acquérir des compétences immédiatement opérationnelles. « Cette expression renvoie en principe à l'idée que le savoir est accumulé progressivement par l'ouvrier, sur le lieu même du travail, en combinant l'observation des ouvriers qualifiés, l'initiative personnelle et la mise à profit de quelques instructions. », disent les sociologues du travail.

Si hier cette même exigence était plus coriace en ce sens que certaines entités en quête de personnel soulignaient avec rigueur qu'il fallait au moins cinq années d'expérience, aujourd'hui le constat est que cette exigence est en train de perdre sa crédibilité et même son contenu. Il est donc socialement important et même sur le plan socio-humanitaire que cette exigence se transforme peu à peu à celle-ci, « les jeunes recrutés ou embauchés seront formés sur le terrain », car cette phrase ne crée aucune frustration sociale.

Ainsi donc pour des parents qui ont des enfants chômeurs, des annonces et spot-publicitaires ou des affiches qui appellent de jeunes chômeurs à la recherche de leurs premiers emplois de passer à tel ou tel service pour le dépôt des dossiers serait devenu un leurre.

En clair, que ces sociétés en quête de personnel adoucissent leurs conditions d'embauche, car nombreux sont les jeunes chômeurs qui n'ont aucune expérience, et cela ne présente aucun handicap.

A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

MUSIQUE URBAINE

Teddy Benzo et Mixton lancent l'album « Légendes »

La présentation de l'opus, fruit du tandem de rappeurs Teddy Benzo et Mixton, a été faite le 13 mars à Double Tree By Hilton de Pointe-Noire, au cours d'une conférence de presse animée par les deux artistes qui, à travers cette œuvre musicale en tout point de vue réussie, entrent dans le gotha de la musique urbaine au Congo.



Teddy Benzo et Mixton au milieu lors de la conférence de presse Adiac

Après plusieurs mois de travail acharné et méticuleux, l'album « Légendes » est enfin là. Disponible depuis le 7 mars sur toutes les plateformes de téléchargement, l'opus produit par trois grandes structures, à savoir Nouvel ordre musical, Belle Rage et KTK, contient treize titres au nombre desquels « Nani a kossi yo », « Ntaba na goût », « Moseleben-dé », « Na loba nini ? », « Na ké », « Tu ignores quoi ? »...

Venu saluer le parcours exceptionnel, le talent et la virtuosité de ces deux artistes, Aurelien Kaya dit Soul Oro, chroniqueur culturel et homme qui a longtemps suivi leur carrière a dit : « L'événement auquel nous assistons aujourd'hui est particulier parce qu'il permet de saluer le parcours de deux musiciens qui sont aujourd'hui des légendes. La critique la plus objective est de reconnaître l'effort de la personne de son vivant. C'est ce que nous faisons maintenant à titre anthume. Je peux donc valider ce concept de légendes

Artistes au talent affirmé, à la réputation indéniable et à l'auréole certaine, Teddy Benzo et Mixton peuvent aujourd'hui savourer cette consécration après de nombreuses années de travail, de labeur ininterrompu. Loin de s'emballer après cette reconnaissance, les deux musiciens gardent la tête entre les épaules, conscients que le plus dur est de maintenir ce flambeau, s'affirmer et conquérir davantage un public de plus en plus exigeant dans un univers musical où la concurrence rude impose sans cesse des artistes à la sublimation pour demeurer et luire continuellement dans le monde du hip hop. « Etre une légende implique qu'il faut conserver ce titre, faire preuve de maturité, exceller dans le bon exemple et partager son savoir à ceux qui en demandent. Si un jeune artiste demande conseils, n'hésitez pas à les lui prodiguer », a ajouté Soul Oro en guise d'exhortation.

« Que les médias sachent re-

l'espace pour qu'ils puissent éclore pour le bien de notre musique et partant de notre culture », a poursuivi le chroniqueur musical. .

Selon Teddy Benzo, ce travail réalisé avec Mixton prouve que les artistes congolais peuvent travailler ensemble, se compléter et créer des synergies susceptibles de propulser la musique congolaise vers des cimes. Seulement, à cause de certaines considérations injustifiées, la complicité et le désir de fusionner les efforts semblent être encore un écueil à Pointe-Noire, contrairement dans d'autres villes comme Brazzaville où les collaborations, les échanges et le partage d'expérience sont et restent la marque de fabrique. « La critique stérile, l'hostilité, le rejet de l'autre, ne nous ferons pas avancer mais plutôt nous allons régresser au profit des autres », a-t-il regretté. De son côté, Mixton a également loué cette collaboration et aussi celle des autres artistes qui ont accepté humblement de s'associer dans le projet. « Nous sommes ouverts aux jeunes qui arrivent dans le métier pour des conseils et des collaborations à venir pour peu que la nouvelle génération comprenne que seul l'on ne peut aller loin car l'expérience, le savoir faire des anciens et leurs conseils seront toujours précieux si l'on veut durer dans ce métier de plus en plus contraignant et ne laissant peu de place à l'a-peu près ou à l'amateurisme », a-t-il conseillé.

Une grande promotion et des concerts dans les grands espaces sont prévus à l'avenir pour faire consommer l'album « Légendes ».

Hervé Brice Mampouya

« Etre une légende implique qu'il faut conserver ce titre, faire preuve de maturité, exceller dans le bon exemple et partager son savoir à ceux qui en demandent. Si un jeune artiste demande conseils, n'hésitez pas à les lui prodiguer »

puisque leurs œuvres, leur renommée qui ne se démentent plus et leur carrière élogieuse parlent plus à leur place. Savourer la consécration après de nombreuses années

connaître les artistes musiciens méritants, valeureux et brillants, c'est cela qui fera asseoir leur renommée au pays et à l'extérieur. Donnez à nos artistes de la voix et de

ELECTION À LA PRÉSIDENTE DE LA BAD

La Mauritanie sollicite le soutien du Congo

Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu le 13 mars à Oyo, dans le département de la Cuvette, avec le ministre mauritanien de l'Economie et des Finances, Sid'Ahmed Ould Bouh, porteur d'un message du président Mohamed Cheikh El Ghazouani.

Le contenu du message aborde des sujets d'intérêt commun entre le Congo et la Mauritanie qui entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération dans divers domaines. « J'ai eu l'honneur d'être reçu par son excellence Denis Sassou N'Guesso. Cette rencontre m'a permis de lui transmettre les salutations et les remerciements du président de la Mauritanie. Je suis également porteur d'un message écrit de son excellence Mohamed Cheikh El Ghazouani à son frère et homologue congolais. Nos deux chefs d'Etat ont toujours maintenu des échanges réguliers sur des sujets stratégiques intéressant nos pays », a déclaré Sid'Ahmed Ould Bouh au sortir de l'audience.

L'envoyé spécial mauritanien a souligné la convergence de vues entre les deux dirigeants sur plusieurs en-



La poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et l'envoyé spécial du président mauritanien./DR

jeux majeurs, notamment l'accélération des projets structurants africains et la promotion du libre-échange économique.

Par ailleurs, Sid'Ahmed Ould

Bouh a sollicité le soutien du Congo à la candidature de la Mauritanie pour la présidence de la Banque africaine de développement (BAD), une institution clé pour le

financement du développement du continent. Il a également souligné les enjeux de cette élection prévue le 29 mai prochain, et rappelé que le scrutin aboutira

nécessairement à l'élection d'un candidat africain à la tête de la BAD.

Le candidat de la Mauritanie, Sidi Ould Tah, est l'actuel président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique. Il met en avant son bilan à la tête de cette institution qui a triplé son capital. Son parcours lui vaut aujourd'hui le soutien de plusieurs pays.

Face à Sidi Ould Tah, quatre autres candidats sont en lice pour la présidence de la BAD : le Zambien Dr Samuel Munzele Maimbo, représentant la Communauté de développement de l'Afrique australe; la Sud-Africaine Bajabulile Swazi Tshabalala, ancienne vice-présidente de la BAD; le Sénégalais Amadou Hott, également ancien vice-président de la BAD; et le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, ancien gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

Yvette Reine Boro

RÉFLEXION

Ce que démontrent ...

Oui, ce que démontrent de façon claire les tensions qui marquent le temps présent est bien le fait que les progrès techniques, scientifiques ne rendent pas l'homme plus raisonnable, plus pacifique, plus conscient que celui des siècles précédents. Et que, de ce fait, le risque de guerres destructrices est plus présent que jamais dans la société moderne. D'où cette évidence que font apparaître les crises actuelles selon laquelle la communauté internationale doit sans plus attendre s'organiser afin de mettre en place des institutions capables de maintenir la paix sur les cinq continents.

Pour, dire, ou plutôt écrire la vérité de façon plus simple le temps est venu de réformer

en profondeur l'Organisation des Nations Unies qui est censée garantir la paix à l'échelle mondiale, mais, qui, en réalité s'avère incapable de protéger l'humanité contre ses mauvais instincts. Une réforme institutionnelle dont le premier acte devrait être centré sur la réorganisation du Conseil de sécurité qui ne peut plus préserver la paix mondiale en raison du pouvoir excessif que détiennent ses cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, Fédération de Russie, France, Royaume Uni) dont les trois premiers sont en position quasi conflictuelle.

Les tensions qui dressent l'un contre l'autre Vladimir Poutine, Xi Jinping et Donald Trump ne cessant de s'aggraver comme le démontrent les événements

auxquels nous assistons depuis le début de ce nouveau millénaire la voix de la raison ne peut venir que de ce que l'on appelle il n'y a pas si longtemps le « Tiers-Monde » et qui rassemble aujourd'hui la majorité de l'espèce humaine. D'où cette idée aussi simple que complexe selon laquelle le temps est venu de réformer l'ONU en profondeur, c'est-à-dire en rééquilibrant ses institutions qui pour l'instant sont dominées par les superpuissances.

Il est clair que si l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Asie du Sud s'accordent sur une réforme en profondeur des institutions onusiennes la Chine, les Etats-Unis, l'Europe, l'Inde et la Russie ne pourront pas s'y opposer. D'où cette idée aussi simple que complexe selon laquelle un

Sommet des trois continents du Tiers Monde devrait, ou plutôt pourrait permettre la remise à plat du système international imposé par les Etats-Unis au sortir de la deuxième guerre mondiale et qui manifestement ne préserve plus la paix.

Qu'il nous soit donc permis d'écrire, en conclusion provisoire de cette nouvelle Réflexion, que l'Afrique a une carte exceptionnelle à jouer dans le contexte actuel. Ceci est d'autant plus vrai que la Chine, pour ce citer qu'elle, mettra à coup sûr tout en œuvre pour faire aboutir un tel projet dont elle tirerait de grands, très grands bénéfices.

Affaire à suivre de près, n'est-il pas vrai ?

Jean-Paul Pigasse